



Déclaration de la FNEC FP FORCE OUVRIERE AU CTSD DU 12 mars 2019

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le samedi 9 mars, plus de 5000 citoyens, gilets jaunes avec les organisations syndicales, ont manifesté pacifiquement dans les rues du Puy contre l'injustice sociale et pour la défense des services publics de proximité. Il est tout à fait regrettable, que le représentant local du ministère de l'Éducation Nationale que vous êtes, n'ait retenu et partagé sur Facebook uniquement les violences de fin de manifestation dues à une poignée de casseurs qui ont déclaré eux-mêmes n'avoir rien à voir avec les gilets jaunes. Monsieur l'Inspecteur d'Académie, ignorer les mécontentements et les colères n'a jamais empêché ceux-ci d'exister. Malgré les campagnes de toutes sortes qui tentent de minorer l'ampleur des mobilisations, les revendications s'expriment, il est plus que temps qu'elles obtiennent des réponses.

Ce CTSD doit traiter de la question du mouvement des personnels du 1^{er} degré, prérogative jusqu'ici dévolue à la CAPD. Pour la FNEC FP FO, ce basculement traduit la volonté ministérielle de détruire le paritarisme. C'est la mise en musique du projet de loi de transformation de la fonction publique qui vise à liquider les statuts, supprimer des postes, externaliser les services, privatiser. La FNEC FP FO demande son abandon, comme elle demande l'abandon de la loi Blanquer dite « école de la confiance » qui remet en cause l'école communale, détruit la maternelle, vise à la fusion des corps des enseignants du 1^{er} et du 2nd degré, créer un vivier de contractuels par le biais des AED-professeurs corvéables et jetables à merci, tout en menaçant de sanctions les personnels qui daigneront porter des revendications.

Contre le projet de loi de transformation/destruction de la fonction publique, contre la loi Blanquer, contre la remise en cause du mouvement des personnels du 1^{er} degré, la FNEC FP FO de Haute Loire appelle tous les personnels à répondre à l'appel des Unions Départementales FO, CGT avec Solidaire, la FSU, la CFTC et les gilets jaunes à la grève interprofessionnelle du mardi 19 mars et à se réunir dans les écoles pour discuter des moyens à mettre en œuvre pour bloquer Macron et pour revendiquer :

- Augmentation immédiate des salaires, des traitements, des minimas sociaux, des allocations et des retraites de 300€ brut.
- Suppression de la hausse de la CSG pour les retraités
- Suppression du CICE pour les groupes du CAC 40 et rétablissement de l'ISF
- Conforter et rétablir le service public au service de la population dans tout le territoire : retrait du projet de loi « transformation de la fonction publique »
- Stop au projet Macron contre nos droits à la retraite
- Arrêt des licenciements et des fermetures d'entreprises qui impactent aussi les commerçants, les artisans, les paysans ...
- Maintien des droits des salariés privés d'emploi (non au vol de 4 milliards sur l'assurance chômage)
- Non à la loi anti-manifestation et antigrève, halte à la répression.